

TRAVAIL INFORMEL À BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Le département de Louh interpellé

Le travail au noir est une plaie pour l'économie locale, car elle entraîne dans son sillage la corruption, le chantage et bien d'autres choses inavouables et inacceptables.

Il va sans dire, qu'entre travailleur et employeur, on ne sait jamais, ou très rarement, qui est le vrai responsable du travail informel. Pour la simple raison que celui qui a le plus à gagner c'est l'employeur.

Les signaux sont au rouge au marché de l'emploi au niveau de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj.

Dans le cadre de la relance économique dont la wilaya a bénéficié de plusieurs milliards de dinars, les services concernés, Cnas et inspection du Travail, n'ont pu faire face au fléau du travail au noir qui atteint des proportions alarmantes dans le silence complice de certains responsables. Le travail informel semble prendre le dessus, surtout dans le secteur du bâtiment, lorsqu'un



Le travail au noir a atteint des proportions alarmantes.

entrepreneur déclare à la Cnas 5 travailleurs alors qu'il construit une bâtisse de 20 logements, il appartient à cette institution de se poser des questions...

Beaucoup d'employeurs du bâtiment ont décroché des projets de réalisation de plusieurs centaines de logements, mais qu'en est-il

des recrutements et des cotisations à payer ? Presque 50% des cotisations restent dans les poches des promoteurs économiques, ou ceux qui détiennent le marché du bâtiment.

Alors que le contrôle est d'une simplicité frappante, les contrôleurs de la Cnas

ainsi que ceux de l'inspection du Travail n'ont qu'à se rapprocher des Duch, Dlep, cabinet du wali et APC pour s'enquérir des cahiers des charges qui comportent tous les éléments de réponse : nombre d'employés, nombre de mois pour réaliser le projet de construction...

Cela est facile, mais difficile pour ceux qui veulent fermer les yeux au détriment d'une institution qui prend en charge des milliers de travailleurs avec leurs familles, qui prend en charge le forfait hospitalier, les indemnités journalières, les accidentés du travail, les maladies professionnelles, les cures... La Cnas appartient aux cotisants et non aux employeurs qui tentent de creuser le déficit pour démanteler la Sécurité sociale.

Il y a péril en la demeure, le département de Louh doit redresser la barre, non seulement à Bordj-Bou-Arréridj, mais à travers tout le territoire national.

Rayachi Salah Eddine

FORMATION PROFESSIONNELLE À TIZI-OUZOU

4 établissements et 5 035 stagiaires de plus

La formation professionnelle affiche, selon un rapport présenté au conseil de wilaya de la rentrée sociale, une augmentation de 10% des effectifs stagiaires dominés par les métiers du bâtiment et des travaux publics — jusque-là très déficitaires dans la wilaya où l'on construit beaucoup — des techniques administratives et de gestion, de l'habillement et des textiles, de l'informatique, de l'artisanat traditionnel, de l'électricité, de l'hôtellerie et du tourisme.

Ces sept branches sur 16 offertes aux nouveaux stagiaires totalisent à elles seules 4 480 sur les 5 035 postes de formation disponibles. Sur instruction du chef de l'exécutif, pré-occupé par le manque de main-d'œuvre qualifiée en BTP, les métiers de ce secteur se taillent, cette année, selon les statistiques de la DFP, la part du lion avec 1 889 élèves soit 37% de l'ensemble suivis par l'habillement et les textiles (16%), les tech-

niques administratives et de gestion (11%), l'informatique (8%), l'artisanat traditionnel et l'électricité avec (6 % pour chacune de ces 2 branches), l'hôtellerie et le tourisme (4%) ; le reste, soit 9 branches, varie entre 25 et 90 postes à pourvoir, exception faite de deux d'entre elles, l'artisanat et services ainsi que l'agriculture qui regrouperont respectivement 130 et 115 stagiaires, soit 2 et 3% de l'ensemble.

Avec 3 instituts spécialisés en froid, gestion administrative, artisanat, hôtellerie et tourisme, et 21 CFPA dont 2 spécialisés dans les arts traditionnels et l'agriculture, l'infrastructure n'a guère évolué si l'on tient compte du fait que la réception des établissements de Makouda, Sidi-Naâmane, Aït-Chafaâ et Ouacifs était déjà annoncée lors de la rentrée précédente avec respectivement 250, 200, 150 et 400 places. De ce fait, on devrait donc annoncer 25 CFPA au lieu de 21, mais la promesse d'ouverture en

février 2007 ne semble avoir été suivie d'effet. En revanche, les annexes sont passées de 12 en 2006 à 15 cette année avec en plus 58 sections détachées. Comparé à l'effectif global de l'année dernière, celui de la rentrée en cours, tous modes de formation confondus, n'est supérieur que de 443 stagiaires, 29 505 l'an dernier contre 29 948 actuellement.

Par rapport à la rentrée précédente, la formation résidentielle augmente de 861, l'apprentissage accuse une baisse de 880, la formation à distance et la formation conventionnée restent stationnaires à 882 et 2 300 stagiaires, les écoles privées de formation enregistrent une hausse de 1 072 pour 62 établissements dont 2 nouveaux tandis que la formation de la femme au foyer qui était dispensée à 610 personnes en 2006 disparaît dans le tableau récapitulatif portant sur la répartition des effectifs par mode de formation mais elle apparaît au niveau de l'offre de formation avec un chiffre de 400 sur 5 035 nouveaux postes. Là aussi, la chute de 210 postes, un tiers par rapport à l'année écoulée, est importante et non expliquée.

L'absorption de la déperdition scolaire est donnée en progression de 5 points passant de 69 à 74% mais avec des données limitées au cycle secondaire qui est de 10 765 occultant la déperdition au niveau du moyen qui s'élève à 5 034 et celle du primaire de 445, selon les statistiques attribuées à l'éducation. On ne donne, à ce propos, aucune autre indication permettant d'apprécier le taux de satisfaction de la demande sociale de formation ni les taux de réussite et de déperdition au sein de la formation professionnelle et les explications y afférentes.

A. Kesrani

SAÏDA

L'éternel problème du transport public

Beaucoup d'encre coule à Saïda et on n'est pas encore sorti de l'auberge devant les difficultés que rencontre le citoyen, pour son transport quotidien. L'usager de cette ville goûtera-t-il un jour aux bienfaits du 3e millénaire ? Et pour cause, les bus affectés à cette commune sont d'un autre âge et loin de répondre aux conditions de confort et de sécurité exigées par la réglementation.

"La prise en charge des besoins en déplacement de la population reste à parfaire.

La notion de service public semble échapper complètement à cette profession et les responsables concernés ont failli à leurs obligations", commentent quelques usagers aux arrêts de bus. Le mécontentement des usagers se situe donc à plusieurs niveaux, pour dire que la fonction de transport à Saïda n'est pas assumée dans les règles et ne répond nullement aux besoins exprimés.

En plus, les usagers sont continuellement exposés à des scènes d'altercations et d'injures de ces "chauffards" qui se comportent en véritables voyous. Il faut dire que les usagers ne bénéficient d'aucun égard de la part des autorités concernées en matière de transport public... Alors ! Laissons donc *hafla tassir*.

Le 17^e suicide en 9 mois

Ce dimanche, aux environs de 9 heures, un jeune homme de 26 ans s'est donné la mort en absorbant de l'acide dans le domicile familial, situé dans la daïra de Aïn El Hadjar. C'est encore une autre méthode expéditive choisie par les candidats au suicide qui sont de plus en plus nombreux à passer à l'acte fatal dans la wilaya de Saïda.

Le désespéré avait cessé de vivre quand il a été retrouvé par sa mère qui revenait du marché. L'alerte ayant été donnée, les éléments de l'unité de la Protection civile de Aïn El Hadjar se sont chargés de transporter la dépouille vers la morgue de l'hôpital Ahmed-Medeghri aux fins d'autopsie. De leur côté, les services de sécurité ont ouvert une enquête.

Mois de Rahma, dites-vous ?

Pour avoir droit à l'aide substantielle destinée à alléger les affres de la faim en ce mois de rahma qui frappe déjà à nos portes, les démunis, dont le nombre ne cesse d'augmenter chaque jour, doivent fournir tout un dossier pour justifier leur statut de misérable et prétendre au couffin de Ramadan. Comme quoi, ces visages endurcis, poussièreux, et l'échine basse ne suffisent pas. Il faut encore ajouter à la misère de ces familles, les longues queues, les lamentations et, pis encore, l'humiliation devant les services sociaux tels que le Croissant-Rouge algérien ou la DAS.

Dégradation du cadre de vie

L'anarchie, au niveau de la ville de Saïda, a atteint un degré alarmant. On voit de plus en plus de jeunes, munis de gourdins, qui s'auto-proclament gardiens de véhicules. Ils fixent eux-mêmes les prix. D'autres squattent les trottoirs pour étaler différentes marchandises et autres produits alimentaires exposés au soleil et à la poussière.

Ce qui oblige les passants à emprunter la chaussée avec tous les risques qu'ils encourrent. Si cette situation perdure, on ne devrait pas tarder à mettre des klaxons et des clignotants aux piétons.

M. B. Amine

B. T.

700 logements distribués par l'OPGI à Béjaïa

Au grand bonheur des familles béjaïoises en quête d'un logis décent depuis des années, 741 nouveaux logements viennent d'être livrés par les services de l'OPGI de la wilaya de Béjaïa. Ainsi, les 741 logements sociaux sur un total de 865 unités réalisées par l'OPGI de Béjaïa ont été déjà distribués ces deux derniers mois par les commissions de daïra à travers plusieurs localités de la wilaya de Béjaïa. Evoquant le retard accusé dans la distribution des logements en question construits pourtant depuis quelque temps déjà par ses services, le directeur général de l'OPGI, M. Ryad Benraïs, le justifie par "les lenteurs observées dans la réalisation des VRD conformément à l'instruction présidentielle interdisant toute distribution avant l'achèvement définitif des travaux de viabilisation".

Le patron de l'OPGI de Béjaïa annonce par le même occasion "la distribution très prochaine des 50 logements LSP à Amizour et 392 autres implantés à Tala Wariane, dans la ville de Béjaïa, où les travaux des VRD sont en cours d'achèvement", précise le même responsable.